

À quoi bon l'état de droit ? Et jusqu'où peut-on aller trop loin avec les intimidations militaires ?

Devant les regards extérieurs, la Chine se proclame État de droit. Il est difficile de s'en convaincre puisqu'une bonne partie de sa classe dirigeante déclare ouvertement s'y opposer. Le 22 mai, le Global Times qualifiait la demande d'un régime constitutionnel de « slogan politique vide » avancé par « un groupe d'intellectuels dévoyés ». Dévoyés parce qu'ils voudraient « changer le cours du développement de la Chine ». Si les puissances occidentales ne sont point parvenues à modifier la ligne du pays, ajoute le journal du parti, comment une poignée de dissidents le pourraient-ils ? Il s'agit là d'un courant permanent : cet hiver, quand un hebdomadaire du Sud a repris dans son éditorial du Nouvel An l'idée suggérée par Xi Jinping d'un rêve de régime constitutionnel, le censeur local a brutalement imposé un autre texte.

Dans ces conditions il ne sert de rien d'invoquer devant les tribunaux la loi, la constitution, les droits de l'homme et encore moins l'indépendance de la Justice car il n'y a rien de plus indigent que la séparation des pouvoirs, déclarait récemment la propagande officielle. Quant aux droits de l'homme, selon le responsable des affaires taiwanaises, « il serait futile (pour les insulaires) de s'en servir afin de miner les relations » entre communistes et nationalistes. Ils ne sont pas un sujet de discussion.

Le changement de dirigeants ne s'accompagne ainsi d'aucune réorientation en profondeur. Le parti vient de lancer une « campagne des sept tabous », selon laquelle les cours des Universités devraient éviter les sujets sensibles, à savoir : les valeurs universelles, la liberté de la presse, la société civile, les droits civiques, les erreurs commises par le parti, l'influence des couches bourgeoises et l'indépendance de la Justice. Bref, le parti rejette ouvertement le débat d'idées et demande aux citoyens de ne pas s'interroger sur leur société. À ce stade là du refus de la controverse sociale, la question n'est plus de savoir si le régime est socialiste mais plutôt s'il est républicain.

Qu'un tel pouvoir, qui veut vivre en vase clos, entreprenne de jouer un rôle croissant sur le plan mondial, peut inquiéter. On voit un peu partout déjà des traces de cette volonté d'expansion.

La tension s'est installée en permanence dans la méditerranée asiatique ; de nouveaux acteurs entrent en scène puisque le 9 mai, un pêcheur de Taiwan a succombé sous les tirs des gardes-côtes philippins. Beijing, on pouvait s'y attendre, s'est hâté de défendre la position de Taiwan, soulignant que l'armée populaire avait plus de moyens de défendre les intérêts des pêcheurs taiwanais que l'armée nationaliste elle-même.

Beijing organise une série de démonstrations de force ; la presse et la télévision le font savoir. Le 27 mai, les autorités annoncent le passage par le détroit de Miyako/Gonggu d'une flotte de guerre équipée de destructeurs de fusées pour des manœuvres dans le Pacifique occidental. Elles soulignent que ce détroit situé au sud d'Okinawa, se trouve dans des eaux internationales et qu'elles n'ont pas à informer le Japon. On en est déjà, pour 2013, au cinquième déploiement de flotte chinoise pour des exercices en haute mer. Le 24 mai se terminaient des manœuvres d'envergure conjointes des flottes du Nord, du Centre et du Sud, avec sous-marins, navires de guerre et forces aéronavales dans la Méditerranée asiatique. Avec chaque fois des querelles : la Chine se flattait d'avoir expulsé des bateaux affrétés par la droite nationaliste nipponne cependant que le Japon niait qu'il se soit passé rien de tel. De telles initiatives ont évidemment pour objet d'impressionner les voisins et d'annoncer qu'on ne fléchira pas sur les revendications régionales, même si les États-Unis se rangeaient aux côtés du Japon.

Les frictions ne cessent pas avec les gardes-côtes japonais aux approches de l'archipel Senkaku-Diaoyutai : on compte quarante-six incidents depuis septembre ; la Chine a envoyé le 19 mai un sous-

>>>>

marin dans cette zone pour tester la réaction de Tokyo qui fut plutôt ferme. S'y ajoute maintenant une dispute territoriale à propos de l'archipel des Ryukyu. Le 8 mai, le Quotidien du peuple publie un article suggérant la remise en cause du statut de l'archipel. On y connaît surtout l'île d'Okinawa, théâtre de batailles sanglantes à la fin de la seconde guerre mondiale puis zone de décollage des bombardiers américains lors de la guerre du Vietnam. Comme souvent, la Chine cherche ses arguments dans l'histoire pré-contemporaine ; mais l'ancien royaume des Ryukyu était rattaché au Japon depuis 1872, avant même le traité de Shimonoseki qui en établit la cession officielle en 1895.

Le texte du Quotidien du peuple – qui n'engagerait que ses auteurs (sic) – fut précédé le 16 mars d'un article de Connaissance du monde, la revue du ministère des Affaires étrangères, qui dénonçait l'absorption de l'archipel par le Japon. Auparavant limitée aux discussions académiques, la question d'Okinawa prend une nouvelle importance puisqu'elle remet en cause implicitement la rétrocession de l'archipel au Japon par les États-Unis en 1972.

S'agissant des revendications vers le Sud, la conception officielle chinoise est assez simple : pour que la mer de Chine méridionale soit une zone de paix, il faut et il suffit que la Chine y récupère la totalité des îles et des récifs. Taiwan pense différemment, qui a son mot à dire puisque les Nationalistes occupent depuis toujours l'archipel des Dongsha : Taïpeh se déclare favorable à l'arbitrage des tribunaux maritimes compétents en matière de litiges internationaux. Le gouvernement chinois s'y refuse car, pour lui, la question ne relève pas du droit : elle est tranchée par l'histoire. Le débat, s'il doit s'en tenir un, ne peut s'ouvrir que dans un cadre bilatéral où le rapport de forces sera celui du pot de fer contre le pot de terre.

Les rapports avec les États-Unis sont bien sûr tout autres. La Chine ne cesse de proposer aux États-Unis de cogérer le monde, comme si elle en était le brillant second tout disposé à prendre la place d'un pays en déclin. Les 7 et 8 juin, la visite de Xi Jinping fournira l'occasion de rappeler au Président des États-Unis les demandes habituelles de Beijing : arrêt des ventes d'armes à Taiwan, fin de la surveillance maritime et aérienne de la Chine et levée des interdictions de vente de produits de haute technologie.

Comme elle l'avait annoncé il y a quelques mois, la Chine veut désormais se mêler de tout et changer les ordres du jour dans les instances internationales. Cette expansion diplomatique tous azimuts est parfois déconcertante : Xi Jinping propose le 6 mai en toute ingénuité - et aux applaudissements de la presse du parti - un plan de solution du problème palestinien en quatre points à l'occasion d'une visite quasi simultanée du chef du gouvernement israélien et du président de l'Autorité palestinienne. La Chine souhaite être membre du Conseil de l'Arctique car la zone arctique « doit être gérée par l'ensemble de l'humanité » (Journal de la Ligue de la jeunesse, 15 mai).

Beijing a aussi une solution pour le conflit syrien, la même qu'au temps des insurrections libyenne et égyptienne : que toutes les parties se rassemblent pour trouver une solution, peu importent les cent mille morts, les massacres et les gaz de combat. Mais surtout pas de levée éventuelle cet été de l'embargo européen sur les armes au profit des rebelles ; en revanche, les livraisons massives d'armement russe à la fin mai sont passées sous silence. Il y a trop de convergences avec les régimes russe et iranien, partenaires l'un militaire, l'autre pétrolier.

D'une manière à la fois comique et inquiétante, le patriarche de Moscou et de toutes les Russies présentait le 13 mai la Chine et la Russie comme les garants unis d'une morale internationale, en déclin un peu partout ailleurs dans le monde. En effet, les deux pays ont en commun « les bases spirituelles de nos civilisations, celles de la Russie, des pays de l'Orthodoxie et de la Chine » ; « ils ne détruisent pas les fondements moraux de la vie et ils éduquent leur peuple vers des idéaux moraux élevés » (Novosti, 13 mai). Il faut en effet voir désormais en Moscou et en Beijing les phares étincelants de la morale internationale et de l'amour des peuples, deux capitales pour accrocher nos espérances.

SOMMAIRE

Liberté d'expression et d'information. Contrôle de l'internet.	4
Mouvement démocratique et répression. Liberté religieuse.	4 - 6
Avocats. Appareil judiciaire. Conditions de détention.	6 - 7
Condition ouvrière. Conditions de vie. Conflits du travail.	7 - 8
Condition paysanne . Évictions foncières. Environnement.	8 - 9
Minorités ethniques	9 - 10
. Question tibétaine	
. Question ouïghoure	
. Question mongole	
Conflits territoriaux	11 - 12
Informations diverses	12
Sources d'information	13
Bibliographie	13

(Les dates figurant en début de rubrique sont celles des faits ; les dates de fin de paragraphe, celles de l'information. Si la date des faits est inconnue, la date de début de rubrique est celle de l'information. Certaines informations parvenues récemment se rapportent à des événements relativement anciens. Les chiffres donnés en euros équivalent au montant en yuan, sur la base 1 euro = 9 yuan)

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET D'INFORMATION. CONTRÔLE DE L'INTERNET.

18 mai **La ministre de la Culture de Taiwan Long Yingtai a fermé son compte Weibo** (équivalent de Twitter) ouvert il y a six mois, après la découverte que la censure chinoise l'avait suspendu après insertion de passages relatifs à la Révolution culturelle et au mouvement démocratique de 1989. Son site était lu par plus de cinquante mille Chinois. La ministre aurait expliqué son retrait par le souci de préserver sa dignité.
Le site n'était pas ouvertement celui de la ministre ; il avait été ouvert par un anonyme qui se présentait comme «un étudiant et un citoyen ordinaire de Taiwan». La ministre a nié que le site lui ait appartenu.
(Apple Daily, Central News Agency, 18 mai)

3 mai **Plus d'une centaine d'écrivains et artistes**, dont les prix Nobel de littérature J.M. Coetzee, Nadine Gordimer, Wole Soyinka, Tomas Tranströmer et Mario Vargas Llosa, aux côtés de Ian McEwan, Edward Albee et Salman Rushdie, ont signé une lettre demandant la libération de l'écrivain Liu Xiaobo et de son épouse Liu Xia. Leur initiative est liée à la publication d'un rapport du Pen international qui souligne la situation périlleuse des écrivains chinois. (Guardian, 3 mai)

16 avril **Arrestation du journaliste Jie Mu (ou Sun Lin)** du site d'information chinois étranger Boxun pour des reportages sur l'expulsion scolaire de la fille du dissident Zhang Lin. Chef d'inculpation : il a « créé une mauvaise impression à l'étranger ». L'exclusion scolaire de Zhang Anni (dix ans) a entraîné la constitution d'un comité de soutien. Une quarantaine de personnes ont été arrêtée le même jour, à proximité de l'école. En 2008, un tribunal de Nanjing avait condamné Jie Mu à quatre ans de prison pour « rassemblement de foule destiné à causer des troubles sociaux ». (Reporters sans frontières, 26 avril)

MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE. RÉPRESSION. LIBERTÉ RELIGIEUSE.

30 mai **Arrestation dans le district de Bobai (Jiangxi) de Ye Haiyan**, une militante pour les victimes du virus du Sida. Elle aurait été frappée par les dix policiers venus à son domicile, avant d'être emmenée au commissariat où elle fut menottée. L'association locale de la Fédération des femmes a demandé à son propriétaire de résilier son bail de location. (Weiwanwang, 30 mai)

29 mai **Comme chaque année à l'approche du 4 juin**, date anniversaire de la répression du mouvement démocratique de 1989, la police assigne à résidence les militants pendant toute la période sensible et coupe leurs relations extérieures, téléphoniques ou d'internet.

- Ainsi en est-il pour le secrétaire adjoint du PenClub indépendant Ye Du et pour le militant de Shenzhen Yu Gang, tous deux du Guangdong.
- L'avocat de Guangzhou (Guangdong) Tang Jingling a été invité à «voyager» loin de son domicile et à ne pas rencontrer ses amis. Le dissident Liang Songji a disparu depuis le 26 mai. La police a arrêté Xu Xiangrong, Li Weiguo et Li Wensheng, trois militants qui appelaient à une manifestation le 4 juin.
- Deux jeunes de Guangzhou, Yang Tingjian et Qiu Hua, ont été mis en détention pour quinze jours ; ils avaient lancé par pamphlets une campagne « Allons dans les rues le 4 juin, à la recherche de notre téléphone portable ».
- Au Hunan, un participant au mouvement de 1989, Luo Qian, est détenu depuis le 23 mai dans un hôtel, sans qu'on puisse le joindre. Le 27 mai, à Huaihua, la police a appréhendé les militants Zhang Shanguang et Li Jianjun, dont on est sans nouvelles.

(Weiwanwang, 23-29 mai ; Ming Pao, 29 mai)

29 mai **On apprend le rapatriement par la Chine en début de mois de neuf Coréens du Nord**



qui s'étaient enfuis au Laos. Ce pays est devenu un lieu de transit pour les Coréens du Nord : ils entrent clandestinement en Chine puis se rendent à Vientiane, espérant y être pris en charge par les services de Corée du Sud. Le retour des fugitifs les expose à des sanctions très sévères, voire à la peine capitale. (*Yonhap news agency, 29 mai*)

- 28 mai** **Arrestation à Chongqing (Sichuan) de Han Liang (60 ans)**, pour avoir demandé en public le 18 mai la libération des militants anti-corruption emprisonnés. L'ancien militaire, aujourd'hui invalide, se bat depuis des années pour des réformes démocratiques. (*Weiwanwang, 30 mai*)
- 20 mai** **En décernant le prix de Westminster pour contribution « aux droits de l'homme, à la vie humaine et à la dignité humaine » au militant du Shandong réfugié aux États-Unis Chen Guangcheng**, la Grande-Bretagne a pris le risque de détériorer ses relations avec la Chine. Celle-ci avait déjà exprimé son mécontentement il y a un an lorsque le Premier ministre Cameron avait rencontré le dalaï lama ; en avril dernier, elle avait refusé à ce dernier des rencontres de haut niveau, ce qui l'avait amené à annuler son voyage en Chine. Le dénonciateur du tyrannique bureau de la planification des naissances de Linyi (Shandong) va remettre aux autorités britanniques une liste de quarante-quatre dirigeants qui auraient commis des abus de pouvoir à son endroit, notamment l'ancien membre permanent du bureau politique Zhou Yongkang, le vice-président de l'Assemblée Li Jianguo et le vice-premier ministre Zhang Gaoli. (*South China Morning Post, 21 mai*)
- 18 mai** **Mise en détention pour douze jours à Changsha (Hunan) de Yu Han**, un jeune militant de la cause gay qui avait organisé la veille une manifestation « illégale » contre l'homophobie. Celle-ci dont il avait averti la police a rassemblé une centaine de personnes. Des amis qui ont rendu visite à Yu Han ont rapporté qu'on ne lui avait rien donné à manger pendant deux jours. Des manifestations contre l'homophobie se sont tenues sans incident à Beijing, Shanghai, Guangzhou, Chengsu et Nanchang. (*South China Morning Post, 20 mai*)
- 16 mai** **Depuis début mars, plus de deux douzaines de membres du Nouveau Mouvement des citoyens** ont été placés en détention pour avoir demandé la publication des patrimoines des dirigeants, au nom de la lutte contre la corruption que le parti assure mener. Deux d'entre eux, Li Wei et Qi Yueying, militants de Beijing, ont été formellement accusés de réunions illégales. (*Weiwanwang, 8-16 mai*)
- 13 mai** **Un militant des droits civiques du Sichuan, Chen Yunfei**, a été attaqué dans une rue du district de Pixian, près de Chengdu. Quatre voyous l'ont frappé à la tête, lui faisant perdre connaissance. Il a été hospitalisé. Les agresseurs l'avaient auparavant harcelé à son domicile. Le propriétaire de son appartement a résilié la location sous la pression des autorités locales. Plus tard dans la journée du 13 mai, les voyous ont lancé une seconde attaque, avec à leur tête le responsable de la sécurité d'un village voisin mais Chen Yunfei a pu se réfugier dans un commissariat. Les policiers ont refusé de poursuivre les truands, lui ont reproché son obstination et lui ont assuré qu'il ne trouverait nulle part à se loger dans la région. Le 8 mai, Chen Yunfei sortait juste d'une détention de cinq jours dans une prison clandestine dénommée Centre d'études des lois. (*Weiwanwang, 8-14 mai*)
- 28 avril** **Les autorités de la Sécurité ont invalidé les passeports de l'épouse du militant incarcéré Chen Wei** et de sa fille et leur ont interdit de se rendre à Hongkong. Elles projetaient toutes deux de visiter les États-Unis. Ancien membre du mouvement démocratique de 1989, Chen Wei fut condamné à onze ans de prison en décembre 2011, lors de la répression de la « révolution de jasmin ». (*Weiwanwang, 30 avril*)
- 28 avril** **Assignation du professeur de collège Pan Lu dans un hôpital psychiatrique de Suzhou (Jiangsu)**. Il s'apprêtait à rendre hommage avec des collègues à l'étudiante Lin Zhao, exécutée lors de la révolution culturelle lorsqu'il fut arrêté pour un jour par la police, puis, en raison de ses résistances, envoyé dans un établissement où il ne peut rencontrer personne de ses amis. On notera que le premier mai était entrée officiellement en vigueur une loi interdisant les enfermements psychiatriques abusifs. Elle semble en réalité très peu protéger les libertés des militants des droits civiques. (*C.H.R.D., 8 mai*)

27 avril **Une ancienne candidate indépendante aux élections législatives, Liu Ping,** est arrêtée pour « incitation à la subversion du pouvoir d'État ». Elle avait instamment demandé sur son blog la publication du patrimoine des dirigeants. L'information de son arrestation est venue le 7 mai de l'avocat de Shanghai Zhang Xuezhong, chargé de la défendre et qui n'a pu la rencontrer. La demande de rencontre de l'avocat, formulée le 30 mai, a été également rejetée comme « gênant l'enquête et donnant éventuellement lieu à divulgation de secrets d'État ».

- Liu Ping a été appréhendée par des inconnus avec sept autres habitants de Xinyu (Jiangxi) qui se rendaient à Suzhou pour y honorer la mémoire de Lin Zhao, une étudiante de l'Université de Beijing, exécutée il y a quarante-cinq ans pour ses critiques du Parti communiste.
- On a quelques détails sur les traitements infligés à Liu Xizhen et à son époux Huang Huimin, arrêtés en même temps qu'elle. Les ecchymoses et les bosses de Liu Xizhen témoignent des coups reçus à la tête ; les policiers l'ont menottée à une chaise pendant vingt-quatre heures et empêchée de dormir ; menotté lui aussi, son époux fut enfermé pour dormir dans une cage de fer. La police cherchait des renseignements sur la campagne en faveur de la publication des patrimoines des dirigeants ainsi que sur l'appel lancé en février dernier par une centaine de démocrates pour la ratification du Pacte international sur les droits civils et politiques.
- Le 24 mai, l'avocat Ding Jiayi et le militant des droits civiques Zhao Changqing, tous deux de Beijing et détenus depuis avril pour avoir demandé la publication des patrimoines des dirigeants, ont été formellement inculpés pour « réunions illégales ».

(*Weiwanwang*, 29 avril ; *South China Morning Post*, 8 mai)

AVOCATS. APPAREIL JUDICIAIRE. CONDITIONS DE DÉTENTION.

27 mai **Sortie d'un camp de rééducation en début de mois, une pétitionnaire de Beijing, Guo Qinghua,** a relaté les abus sexuels répugnants et sanglants dont elle a été victime à plusieurs reprises. Son séjour d'un an en camp faisait suite à un autre séjour de même durée. Elle avait en outre passé huit mois en prison après deux ans d'incarcération dans une prison clandestine. Ces révélations jettent une lumière nouvelle – et inattendue – sur les pratiques en milieu carcéral. (*Weiwanwang*, 27 mai)

24 mai **La Banque de Chine, le ministère de la Sécurité publique et celui de la Sécurité d'État ont adopté** un document qui permet de geler immédiatement tous les avoirs de groupes qualifiés de terroristes et de personnes qui les assistent. Il s'agit d'améliorer les mécanismes de saisie des avoirs dans le cadre d'une lutte renforcée contre le terrorisme. (*Xinhua*, 24 mai)

23 mai **Édictés par le Parquet suprême du peuple,** de nouveaux règlements donnent aux officiers de police des responsabilités spéciales dans la prévention de tout incident qui pourrait troubler l'ordre judiciaire. Il s'agit en particulier d'interdire l'accès des tribunaux aux pétitionnaires ou à ceux qui voudraient se suicider dans les bureaux des procureurs. (*Xinhua*, 23 mai)

22 mai. **On apprend qu'un enfant de huit ans aujourd'hui a passé quatre ans dans une prison clandestine à Zhuhai** (Guangdong) avant d'être relâché en janvier 2013. Son père, Chen Fengqiang, avait été condamné en 2009 à trois ans de prison pour avoir pétitionné contre la démolition forcée de son habitat. La police avait placé en détention son épouse et son enfant pour prévenir une protestation publique. L'enfant semble gravement atteint dans son développement physique et psychique par les conditions de détention. Chen Fengqiang, qui demandait justice pour son fils, a disparu et se trouve probablement en prison de nouveau. (*C.H.R.D.*, 22 mai)

19 mai **En rendant visite à Wang Hanfei dans sa prison de Chengzhou (Hunan),** l'épouse de l'éditeur de la publication de Hongkong L'Observateur de la Chine, a constaté qu'il avait été frappé à la face et avait perdu l'audition d'une oreille. Il serait contraint de travailler quinze heures par jour. Détenu

depuis juillet 2012, Wang Hanfei a été condamné en décembre dernier à quatre ans d'internement pour activité commerciale illégale et pour fraude, en réalité parce qu'il avait parlé d'affaires de corruption touchant le secrétaire du parti communiste de Chengzhou et qu'il avait fait l'éloge du Prix Nobel emprisonné Liu Xiaobo. (*Weiquanwang, 21 mai*)

15 mai **Une femme d'affaires du Zhejiang, Lin Haiyan, directrice du cabinet d'investissement Wenzhou Xinfu, a été condamnée à mort pour collecte illégale de fonds.** Elle s'était procuré 640 millions de yuan (103 millions \$) auprès de particulier et ses pertes ne lui permettaient pas d'en rembourser 428 millions. L'affaire rappelle celle de Wu Ying, originaire elle aussi du Zhejiang, condamnée à mort en 2009 - avec un sursis de deux ans accordé en mai 2012 - pour avoir obtenu des prêts privés d'un montant total de 380 millions de yuan. (*Xinhua, 15 mai*)

13 mai **La police de Ziyang (Sichuan) a placé en détention un groupe de sept avocats et juristes** qui tentaient de visiter un centre de détention illégale ; elle a fait de même avec quatre de leurs collègues venus sur les lieux pour les secourir. Après remise en liberté de trois de ces derniers, neuf demeuraient en état d'arrestation le 14 mai au matin ; ils ont été relâchés vers midi. Leur détention sur deux journées, non motivée initialement, punirait « une obstruction au travail administratif ». On reprocherait aussi à Li Heping, l'avocat du second groupe, les écrits de son microblog. Les détenus étaient Jiang Tianyong, Liang Xiaojun, Guo Haiyue, Li Heping, Tang Jitian de Beijing ; Tang Tianhao, Lin Qilei, Zhang Keke de Chengdu. Selon l'ancien avocat Teng Biao, plusieurs d'entre eux ont été frappés, notamment aux jambes et à la tête. Le lieu de détention est le Centre d'éducation pour le règne de la loi (sic) : il s'agit en réalité d'un camp clandestin à régime particulièrement sévère, où la torture est pratique courante ; plusieurs prisonniers y sont morts. On y comptait deux cent soixante détenus lors de la dernière fête du printemps. (*China Aid, 14 mai*)

10 mai **L'avocat du Shandong Liu Jinbin a été attaqué et frappé en pleine rue** par une dizaine de policiers de Xinyu (Jiangxi), peu après avoir déposé une demande de rencontre avec son client Wei Zhongping. Les policiers ont pris son téléphone et lui ont enjoint de renoncer à défendre Wei Zhongping. Détenu depuis le 27 avril, ce dernier est accusé « d'inciter à la subversion du pouvoir d'État » ; il s'était joint à d'autres activistes pour demander le dévoilement du patrimoine des fonctionnaires de haut rang. (*Weiquanwang, 10 mai*)

9 mai **L'état de santé de deux prisonniers politiques est devenu critique.** Le dissident de Hangzhou Zhu Yufu (60 ans) souffre de mauvais traitements depuis plusieurs semaines, après le voyage de ses parents aux États-Unis où ils voulaient y défendre sa cause. L'établissement pénitentiaire aurait diminué sa nourriture et interdit tout contact téléphonique ou épistolaire avec sa famille. Zhu Yufu est détenu depuis avril 2011 (répression du mouvement de la « révolution de jasmin ») et a été condamné en février 2012 à sept ans de prison pour « incitation à la subversion du pouvoir d'État ». Le militant du Hunan Xie Fulin (63 ans), gravement malade, a dû être hospitalisé le 8 mai après une hémorragie cérébrale liée à l'hypertension artérielle. Membre de l'Alliance générale bleue, Xie Fulin fut condamné à six ans de détention en mars 2010 pour avoir prétendument volé de l'électricité. (*Weiquanwang, 9 mai*)

7 mai **La pétitionnaire Liu Li de Shenyang (Liaoning),** qui, pour raisons médicales, avait échappé à un enfermement d'un an dans le camp de rééducation de Masanjia (Liaoning), a été arrêtée à Beijing et renvoyée au camp deux jours avant le terme de sa condamnation. Le camp est célèbre depuis que la presse et un documentaire en ont révélé les pratiques inhumaines. La nouvelle détention de Liu Li est officiellement fondée sur le non-respect des conditions de sa remise en liberté. Elle se bat depuis des années pour que son père, victime d'un accident, obtienne une juste indemnisation. (*Weiquanwang, 16 mai*)

CONDITION OUVRIÈRE. CONDITIONS DE VIE. CONFLITS DU TRAVAIL.

- 29 mai** **Selon le journal des lois, la plupart des organismes publics refusent d'employer des personnes qui ne résident pas localement.** Une étude portant sur une centaine d'institutions publiques montre que, dans les cinq premiers mois de 2013, 99% d'entre elles exigeaient un certificat de résidence locale. Selon le bureau Yirenping, qui a mené l'enquête, ces pratiques discriminatoires « désastreuses » s'aggravent et particulièrement dans la fonction publique, l'éducation et les domaines scientifiques et sanitaires. (C.L.B., 29 mai)
- 24 mai** **Les gouvernements locaux ont fermé un total de 3.700 usines de feux d'artifice, pour des raisons de sécurité.** 4.921 continuent de fonctionner, réparties sur vingt provinces. Les accidents sont nombreux dans les petites unités, par insuffisance des mesures de protection. 291 personnes sont mortes par suite d'explosions dans ces usines au cours des deux dernières années. (Xinhua, 24 mai)
- 23 mai** **Selon une étude de la Fédération chinoise des femmes,** la situation des enfants de migrants quittés par leurs parents ou parvenus en ville ne s'est pas améliorée malgré les mesures décidées par le gouvernement. On compterait soixante et un million d'enfants délaissés, soit 38% de la population rurale âgée de moins de dix-huit ans. En 2010, 35,8 millions d'enfants de migrants vivaient en ville (41,4% de plus en cinq ans) dont 80% venaient de la campagne. L'augmentation des frais de scolarité interdit souvent l'accès à l'éducation dans les agglomérations. 73% des 23,4 millions d'enfants d'âge préscolaire sont élevés par leurs grands-parents. Le développement de l'économie dans des provinces comme le Henan et le Sichuan contribue à atténuer les difficultés en permettant aux migrants de travailler à moindre distance de leur lieu d'origine. (C.L.B., 23 mai)
- 20 mai** **Une explosion dans la fabrique d'explosifs Poly située à Caofan, près de Zhangqiu (Shandong) a fait trente-trois morts** et dix-neuf blessés. L'entreprise produit trente mille tonnes d'explosifs chimiques. L'enquête se poursuit sur d'éventuelles négligences des services de sécurité. (Xinhua, 20 mai)
- 14 mai** **L'industrie du sexe est en croissance rapide depuis deux décennies.** Elle compterait de quatre à six millions d'individus. Leur position sociale est particulièrement difficile, en raison des comportements abusifs des clients et de la police (Voir en bibliographie le rapport d'Human Rights Watch). (C.L.B., 14 mai)
- 11 mai** **Une explosion de gaz survenue dans la mine Taozigou,** du district de Luxian, près de la ville de Luzhou (Sichuan) a fait vingt-huit morts et dix-huit blessés. Il s'agissait d'une exploitation non autorisée ; la cause de l'accident serait des équipements de ventilation insuffisants. (Xinhua, 12 mai)
- 10 mai** **Une explosion gazière a fait douze morts et deux blessés dans la mine Dashan** du district de Pingba (Guizhou). Le taux d'accident minier dans cette province, au Yunnan et au Sichuan, demeure plus élevé que dans le reste du pays. (Xinhua, 11 mai)

CONDITION PAYSANNE. CONFLITS DE MASSE. ENVIRONNEMENT.

- 29 mai** **Après la rumeur qu'un vendeur de nouilles avait été frappé à mort par quatre agents municipaux à Deyang (Sichuan),** une bagarre a opposé deux mille habitants de la ville à une centaine de policiers anti-émeutes. Une voiture de police a été endommagée. Le démenti du décès n'a pas suffi à disperser les manifestants. (Centre d'Information pour les droits de l'homme et la démocratie, 29 mai)
- 24 mai** **Lors d'une session du bureau politique, le secrétaire général du parti, Xi Jinping, a lancé dans des termes d'une sévérité sans précédent un avertissement aux fonctionnaires** dirigeants qui soutiendraient des projets polluant gravement l'environnement. Il a parlé d'une responsabilité « à vie ». Il a demandé l'introduction de nouveaux critères pour juger de l'activité des

fonctionnaires, notamment la prise en compte de l'épuisement des ressources naturelles, les dommages portés à l'environnement et les efforts de protection de ce dernier.

Pour l'instant, les dirigeants échappent à toute responsabilité lorsqu'ils ont subi une promotion, suite à un projet polluant dont la réalisation a permis leur ascension. La mise en pratique de cette responsabilité à vie semble toutefois bien difficile, compte tenu de la multiplicité des acteurs en cause et de l'interaction des chantiers. (*South China Morning Post*, 25 mai)

- 22 mai** **Cinq cent quarante-huit élèves de cinquante-six écoles primaires et secondaires du district autonome de Datong sont tombés malades** – dont douze gravement - après ingestion de lait et de biscuits. Les autorités locales avaient décidé de fournir les aliments pour élever le niveau nutritionnel des enfants. (*Xinhua*, 22 mai)
- 18 mai** **Selon un rapport de la Société tanzanienne de protection des éléphants, la Chine serait impliquée dans le braconnage de l'ivoire local.** « La majorité des défenses exportées illégalement de Tanzanie aboutissent en Chine en raison de la forte demande d'ivoire de ce pays ». Le kilogramme de défense est vendu mille dollars sur le marché international ; la corne de rhinocéros, un million de dollars. En Chine, tuer un panda est passible de la peine de mort. De source tanzanienne, trente éléphants sont abattus chaque jour (huit cent cinquante par mois) ; il y a risque de « catastrophe nationale » avec disparition des éléphants dans les sept ans à venir. (*Guardian de Dar es Salaam*, 18 mai)
- 9 mai** **Selon l'administration de la Santé, 9.914 annonces concernant la médecine traditionnelle étaient en réalité de la publicité sans fondement** et illégale, dans la période 2008-2012. Six cent soixante-dix sites diffusant ces annonces ont été fermés. (*Xinhua*, 9 mai)
- 9 mai** **À la suite d'une campagne de quarante jours menée dans le nord du pays,** quatre-vingt-huit sociétés ont dû payer une amende pour pollution des eaux souterraines. La zone d'études couvrait Beijing, Tianjin, les provinces du Hebei, du Henan, du Shanxi et du Shandong. Selon une étude officielle, 57% des eaux souterraines chinoises sont polluées ou très polluées ; 298 millions de ruraux n'ont pas accès à l'eau potable. (*Xinhua*, 9 mai)
- 7 mai** **Le gouvernement envisage de remplacer le vieux certificat de résidence (hukou) par un permis de résidence urbaine** ; il voudrait aussi assurer une meilleure protection des droits que les paysans exercent sur leur terre. Les économistes proches du pouvoir qui ont annoncé ces mesures n'ont donné aucun détail à leur sujet. (*Xinhua*, 7 mai)
- 7 mai** **Au cours des trois premiers mois de 2013, 755 personnes ont souffert d'intoxications alimentaires** dans des cas apparus à l'échelle nationale et dix-huit sont mortes. Le nombre global des victimes a augmenté en un an de 72,4%. (*Xinhua*, 7 mai)
- 4 mai** **Manifestation de quelques centaines de personnes dans les rues de Kunming** (Yunnan) contre la construction d'une usine de paraxylène dans la ville proche de Anning. L'usine devrait produire chaque année cinq cent mille tonnes de ce produit, réputé cancérigène, qui sert à la fabrication de fibres de polyester. Les manifestants se sont exprimés de nouveau le 16 mai avec slogans et banderoles devant le bâtiment de l'administration provinciale. (*Xinhua*, 4-16 mai)

MINORITÉS ETHNIQUES

QUESTION TIBETAINE

- 27 mai** **Tenzin Sherab (31 ans) s'est immolé par le feu à Chumarleb,** préfecture tibétaine autonome de Yushu (Qinghai). La police a interrogé la famille sur les raisons de son acte avant de restituer le corps. Il y a eu cent dix-huit actes de ce genre depuis 2009, dont cent deux décès. (*Kyodo*, 29 mai)
- 24 mai** **4.500 Tibétains ont protesté près de Naghla Zamba, dans la région de Driru du Tibet oriental, contre l'exploitation minière chinoise.** Un important convoi de militaires

s'est rendu sur la zone, où la situation reste tendue. *(Phayul, 29 mai)*

- 24 mai** **L'épouse du cinéaste-documentaliste Dhondup Wangchen se dit très inquiète pour l'état de santé de son mari**, qui doit quitter son camp de travail du Qinghai en juin 2014. Elle note que les remises en liberté récentes ont toujours été liées à des états de santé critiques car les autorités veulent éviter des décès en prison. Ce fut apparemment le cas pour le moine Sonam Yinyen, sorti avant terme au mois d'avril « pour urgence médicale » et pour Jigme Gyatso, libéré le 27 avril ainsi que Lodo Gyatso, libéré le 2 mai. Ont d'autre part été relâchés ce mois trois prisonniers politiques au terme de leurs cinq ans d'incarcération : Lobsang Tsultrim le 15 mai ; Lobsang Tenpa et Lobsang Choeden le 12 mai. *(Phayul, 15 mai ; C.P.J., 24 mai)*
- 16 mai** **L'administration tibétaine en exil exprime sa préoccupation devant les chantiers de « rénovation »** en cours à Barkhor et dans la vieille ville de Lhassa. Elle accuse l'administration chinoise d'en dégrader la nature culturelle et spirituelle dans des intentions touristiques et commerciales et de contraindre un grand nombre de ménages à quitter les lieux. *(Phayul, 18 mai)*
- 14 mai** **L'écrivain et moine tibétain Gartse Jigme est condamné à cinq ans de prison** pour son second livre, dans lequel il parle des immolations par le feu. Il était détenu depuis le premier janvier. Son livre a été publié par les Tibétains de l'Inde quelques jours après la condamnation. Il avait déjà été incarcéré, pour une courte période en 2011, en raison de son premier livre paru en 2008. *(Tibetan Centre for Human rights and democracy, 21 mai)*
- 13 mai** **Les autorités du Sichuan ont élaboré un guide destiné aux policiers de la province chargés de maintenir la stabilité dans les zones de peuplement tibétain**, pour qu'ils puissent mieux supporter la charge psychologique qui pèse sur eux. Le document de vingt-cinq pages doit les aider à surmonter les traumatismes qu'engendrent leurs actions de répression déployées contre des protestataires pacifiques. *(T.C.H.R.D., 13 mai)*

QUESTION OUIGHOURE

- 25 mai.** **Un affrontement entre Ouighours et Chinois dans le bazar de Kargilik (Yecheng en chinois) aurait fait cinq morts** : trois Ouighours et deux Han. Dans la même zone, le 23 avril, un accrochage entre policiers et Ouighours avait fait vingt-trois morts ; en février 2012, douze personnes avaient été tuées à l'arme blanche dans cette même ville de Kargilik. L'administration aurait demandé aux témoins de taire l'incident.
- 27 avril** **Le groupe Islami Awazi, organe de propagande de l'ETIM (Parti islamique du Turkistan), a diffusé une vidéo** montrant des jeunes enfants entraînés à l'usage des armes dans un camp du Waziristan du Nord, zone pakistanaise frontalière de l'Afghanistan. L'ETIM, principalement composé de Ouighours, reçoit l'aide de AlQaida ; plusieurs de ses chefs ont fait partie de la direction de cette organisation avant d'être tués. La diffusion de cette vidéo peut contribuer à tendre les relations entre Beijing et Islamabad, la Chine reprochant depuis plusieurs années au Pakistan de ne pas réprimer les organisations séparatistes installées sur son territoire. *(The News, 27 avril)*

QUESTION MONGOLE

- 17 mai** **Une douzaine de pasteurs mongols de la bannière d'Ouzoumchin** qui défendaient leurs terrains de pâture ont été attaqués par une centaine de Chinois Han avec des bâtons et des pierres. Des photos montrent plusieurs d'entre eux étendus sur le sol ou avec des plaies au visage. Les blessés ont été emmenés par des ambulances ou des véhicules de police. *(S.M.H.R.I.C., 20 mai)*
- 27 avril** **À l'expiration du bail de location décennal, les propriétaires mongols ont voulu récupérer les terres des fermiers chinois.** Ces derniers ont affirmé que le bail était de vingt ans en produisant un document que les bergers mongols disent être un faux. Une centaine de fermiers s'en est prise aux Mongols lorsque ceux-ci sont venus reprendre possession des terres. Ces derniers auraient eu sept blessés sérieux. *(S.M.H.R.I.C., 3 mai)*

LES CONFLITS TERRITORIAUX.

Avec le Japon

- 26 mai** **Trois bateaux de surveillance chinois sont entrés dans les eaux territoriales de l'archipel des Diaoyutai disputées au Japon** ; ils n'ont pas répondu aux injonctions venues des bateaux garde-côtes. Il s'agit du quarante-sixième incident territorial depuis le rachat des îles à un propriétaire privé en septembre par le gouvernement nippon. Trois autres avaient fait de même les 23 et 17 mai, comme aussi le 13 mai pendant une demi-journée et le 5 mai. L'administration nippone a protesté dans chaque cas auprès des autorités chinoises. (*Xinhua, 13-5 mai ; Kyodo 5-17-26 mai*)
- 25 mai** **Une flotte de guerre équipée de dispositif anti-fusées est partie de Qingdao** (Shandong) pour des manœuvres dans le Pacifique occidental, en passant par le détroit de Miyako/Gonggu (Sud d'Okinawa) non loin de la zone litigieuse des Diaoyutai. Pour le chef de la flotte, il est indispensable que la marine nationale organise fréquemment des exercices de haute intensité pour tenir sa place en haute mer. C'est la douzième grande manœuvre de la flotte depuis janvier 2012. (*Xinhua, 27 mai*)
- 19 mai** **Selon le ministère de la Défense nippon, un sous-marin de nationalité non identifiée** – mais supposé chinois - a été repéré le 19 mai au matin dans les eaux « contiguës » de l'archipel d'Okinawa (c'est-à-dire dans les douze milles extérieurs aux eaux territoriales). Un incident de même nature s'était produit du 11 au 12 mai dans la même zone. Commentaire du premier ministre japonais, le 14 mai : « Si des sous-marins entrent en submersion dans nos eaux territoriales, nous aurons à mettre en œuvre une action de sécurité maritime », autrement dit une réponse militaire.
Note : les lois internationales imposent aux sous-marins de faire surface lorsqu'ils pénètrent les eaux territoriales.
(*Japan Today, 15 mai*)
- 23 avril** **La Chine aurait envoyé quarante avions de combat pour accompagner les navires de surveillance chargés d'empêcher le débarquement de nationalistes japonais** sur les Diaoyutai. Il s'agirait d'avions Su-27 et Su-30 particulièrement perfectionnés dans un dessein d'intimidation manifeste, contre laquelle la riposte japonaise est malaisée. (*Sankei Shimbun, 27 avril*)

Avec d'autres pays

- 22 mai** **Une frégate et deux bâtiments de surveillance chinois accompagnés de dix bateaux de pêche** ont approché les hauts fonds Ayungil, à proximité de l'île de Palawan des Philippines. Ces dernières estiment qu'il s'agit de sa zone économique exclusive ; la Chine affirme que les « récifs Ren'ai » sont une partie de l'archipel des Nansha (Spratleys), lequel lui appartient en totalité. (*Philstar, 23 mai*)
- 15 mai** **Le ministère des Affaires étrangères du Vietnam déclare « nulle et non avenue » l'interdiction chinoise de pêcher dans l'archipel des Xisha** (Paracels ou Hoang Sa) du 16 mai au 1er août. La décision, selon le porte-parole du ministère, concerne une portion des eaux territoriales vietnamiennes, de son plateau continental et de sa zone économique exclusive, tels que définis par la Convention des Nations unies sur le droit de la mer de 1982 (ratifiée par la Chine le 7 juin 1996). (*Vietnam News agency, 15 mai*)
- 9 mai** **Des gardes-côtes philippins ont fait un mort en tirant sur un bateau de pêche taiwanais** qui se trouvait en un lieu où se chevauchent les deux zones économiques exclusives des deux pays. Taïpei exige des excuses officielles, le versement d'une indemnité et menace d'utiliser sa marine pour protéger les activités des pêcheurs. Faute d'accord avec Manille, Taïpeh a décidé le 16 mai de suspendre l'immigration de travailleurs philippins, de rappeler son représentant à Manille et de demander à la représentation philippine de retourner dans son pays. Le 15 mai, des militaires et gardes-côtes nationalistes avaient conduit des exercices dans les eaux séparant les deux pays pour montrer leur détermination. (*China Times, 14 mai ; Central News Agency, 16 mai*)

- 6 mai** **L'Inde et la Chine ont mis un terme à la tension frontalière qui durait depuis le 15 avril**, avec l'entrée de troupes chinoises au Ladack, zone himalayenne située à l'ouest du Népal. Une réunion de chefs militaires des deux armées s'est tenue le 15 mai à Nathula (État du Sikkim), « dans une atmosphère d'extrême cordialité et amitié ». Le 19 mai, le premier ministre Li Keqiang s'est rendu en Inde pour discuter de coopération et de commerce. (*Xinhua, 6-15-18 mai*)
- 1 mai** **Les bateaux de surveillance chinois empêchent les bâtiments de pêche philippins d'accéder à moins de vingt-quatre kilomètres des hauts-fonds Huangyan** (ou Panatag ou Scarborough). Les Philippines affirment que ces hauts-fonds se trouvent dans leur zone économique exclusive. C'est dans cette même région que les aviations américaines et philippines se livraient à des exercices conjoints avant la fermeture des bases de Clark Field et de Subic Bay. (*Philippine Star, 1er mai*)
- 29 avril** **Le ministère de la Défense de Taiwan annonce la constitution d'un organe spécialisé dans la guerre cybernétique.** Le projet est présenté comme une réponse aux initiatives du continent en matière d'intrusion et de brouillage des réseaux d'information, initiatives observables depuis 2002 et qui, pour un budget de 80 millions de dollars, mobiliseraient aujourd'hui quelque cent mille spécialistes et six à dix mille étudiants. Il y aurait eu en moyenne 209 attaques du site du Bureau national de Sécurité en 2012. Les hackers viseraient aussi les systèmes de signalisation du trafic, les systèmes de contrôle industriel et le stockage d'informations sur l'internet. Ils chercheraient aussi à pénétrer les sites d'organisation et de personnalités en vue. (*Central News Agency, 29 avril ; Taiwan News, 27 avril*)

INFORMATIONS DIVERSES

(Cette rubrique regroupe des informations qui, sans toucher directement aux droits de l'homme stricto sensu, éclairent sur les réalités et les tensions de la société chinoise).

- 25 mai** Selon le ministère de la Terre et des Ressources, la consommation d'énergie augmentera de 4,5% annuellement dans les deux prochaines décennies. La consommation de 2012 fut de 3,62 milliards de tonnes d'équivalent charbon. Plus de 60% de cette consommation provient du charbon, d'où de graves problèmes de pollution. La dépendance des importations pour le pétrole brut et pour le gaz naturel est respectivement de 56,6% et de 29%. D'où la nécessité pour la Chine d'assurer la sécurité de ses approvisionnements. (*Xinhua, 25 mai*)
- 17 mai** Selon le Bureau national des statistiques, le salaire annuel moyen dans les entreprises privées urbaines a augmenté en 2012 de 17,1%. Il serait de 28.752 yuan (3.640 euros, soit 300 euros par mois). L'augmentation réelle serait de 14% si l'on tient compte de l'inflation. L'écart est marqué entre les zones côtières (salaire moyen annuel 31.579 yuan) et l'intérieur du pays (23.761 yuan). Le salaire annuel moyen des entreprises publiques est supérieur : 46.769 yuan (5.919 €). Il progresse de 9% en termes réels. (*R.F.I., 17 mai*)
- 30 avril** Début de la construction d'une route à voie rapide de 124 km reliant la frontière mongole (Zamiin Uud) à Sainshand dans le Gobi oriental. L'achèvement du projet permettra une liaison rapide d'Ulan Bator à la Chine (Eeren Hot) sur 660 km. (*Xinhua, 30 avril*)

SOURCES D'INFORMATION

64tianwang, Agence France-presse, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, Article 19, Aujourd'hui la Chine, B.B.C., Boxun, China Information Center, China Labour Bulletin, Chine-Infos, Chinese Human Rights Defenders, Citizens'radio, Civil Rights & Livelihood Watch, Committee to Protect Journalists, Confédération internationale des syndicats libres, DaJiyuan (La Grande Epoque), Fondation Duihua, Human Rights Campaign in China, Human Rights in China, Information Centre for Human Rights and Democracy, Kaifang, Kyodo News Agency, Laogai Research Foundation, Minsheng Guancha, Ming Pao, Mirror Books, Molihua, New Century News, Radio France Internationale (émission en chinois), Radio Free Asia, Radio Free China, Reporters sans Frontières, Rights Campaign, S.M.H.R.I.C., South China Morning Post, The Stan-dard, TealeafNation, Tibetan Centre for Human Rights and Democracy, Utopia, Weiwan Wang, Weiwuerzaixian, Wen Wei Po.

BIBLIOGRAPHIE

Progress in China's Human Rights in 2012.

Bureau d'information du gouvernement, 14 mai 2013.

Ce document reprend les thèmes habituels des droits de l'homme conçus comme élévation du niveau de vie (en se gardant de toute comparaison internationale), comme participation à des élections locales (sans dire qu'il n'y a pas multiplicité de candidatures), comme droit d'association (en taisant que chacune doit être autorisée) ou comme utilisation de l'internet (en ne disant mot de la censure), etc.

Accessible sur le site : <http://english.peopledaily.com.cn/90785/8243326.html>

Mer de Chine méridionale, nouvel espace de crise ?

Fondation Gabriel Péri et Institut de Relations Internationales et Stratégiques (colloque du 16 octobre 2012), 130 pp, février 2013.

Étude remarquablement documentée sur un sujet brûlant. Achetable (7 €) sur le site

<http://www.gabrielperi.fr>

Annual Report to Congress. Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2013. 83 pp, 6 mai 2013.

Document riche d'informations ou, selon les commentaires chinois, fourmillant d'erreurs et de calomnies.

Accessible sur le site : <http://fr.scribd.com/doc/140287485/DoD-Annual-Report-to-Congress-Military-and-Security-Developments-Involving-the-People-s-Republic-of-China-2013>

Rapport 2013.

Amnesty International, 23 mai 2013, 313 pp. Sur la Chine, voir pp 61-64.

Accessible sur le site : <http://www.amnesty.org/en/annual-report/2013/downloads>

Achetable (6 £) sur le site : <http://shop.amnesty.org/products/amnesty-international-rapport-2013-synthese>

International Religious Freedom Report for 2012.

Sur la Chine, 48 pp, 20 mai 2013.

Accessible sur le site : <http://www.state.gov/j/drl/rls/irf/religiousfreedom/index.htm#wrapper>

«Swept Away», Abuses Against Sex Workers in China.

Human Rights Watch, 14 mai 2013, 51 pp.

Accessible sur le site : <http://www.hrw.org>

POUR PRENDRE CONTACT, écrire à :
communication@ldh-france.org en indiquant en objet de
votre mail : «Groupe Chine».